



JUILLET-AOÛT 2020 • N° 1015

Le PG-CATM

Mensuel de la Fédération Nationale des Combattants,
Prisonniers de Guerre et Combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc

Commission Paritaire n° 0521 A 05752 - ISSN 0154-7313

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE CÉLÈBRE LE 80^e ANNIVERSAIRE DE L'APPEL DU 18 JUIN AU MONT VALÉRIEN



Emmanuel Macron et Edouard Philippe au Mont Valérien le 18 juin 2020.

C'est la première fois depuis la crise du coronavirus que se déroule une cérémonie militaire de grande ampleur, en présence de nombreuses personnalités, même si le public n'a pas été autorisé.

© Pool/Reuters

**LES BUREAUX
DE LA FNCPG-CATM
SERONT FERMÉS
POUR
CONGÉS ANNUELS
DU LUNDI 3 AOÛT 2020
AU VENDREDI 14 AOÛT 2020.**



LES
MANIFESTATIONS
PRÉVUES
POUR LE
75^e ANNIVERSAIRE
DE LA
LIBÉRATION
DES CAMPS NAZIS
N'AURONT
PAS LIEU
CETTE ANNÉE.



Août 1944, dessin de Roger Belly,
Prisonnier au stalag XI A.

Soutien d'un projet de tissu capable de réduire la propagation du virus COVID-19

L'Agence de l'innovation de défense (AID) soutient le développement d'une toile composite innovante. Dotée de propriétés antivirales, elle permet de réduire la propagation du virus COVID-19.

Présentée au ministère des Armées dans le cadre de son appel à projets innovants contre le COVID-19, cette technologie est portée par le groupe Serge Ferrari en partenariat avec le laboratoire indépendant VIRHEALTH **.

Ce projet a reçu un financement de 115 992 euros pour effectuer des essais, lancés mi-mai, sur des souches du COVID-19.

Florence Parly, ministre des Armées, salue cet ambitieux projet : « Cet appel à projet de l'Agence de l'innovation de défense est une application concrète de l'ambition du ministère des Armées en matière d'innovation : capter et accompagner des projets innovants issus du monde civil et qui répondent à un besoin dans les armées. L'innovation n'est pas une science exacte et la promotion de la R&D sous toutes ses formes contribue à maximiser nos chances de réussite. Ce revêtement, s'il confirme son efficacité, est prometteur ».

Le groupe Serge Ferrari a mis au point un revêtement à base de particules d'argent. Ces particules possèdent des propriétés virucides déjà démontrées et peuvent être intégrées à plusieurs types de tissu. Les premières applications possibles de cette nouvelle toile composite sont nombreuses : toiles de tente pour les hôpitaux de campagne, matelas nettoyables, combinaisons de protection individuelle, protection de poignées de portes, etc.

Grâce au laboratoire partenaire, VIRHEALTH, des essais sur une souche du coronavirus (HCoV-229E) ont été menés à la mi-mai. Près de 99 % de la charge virale du virus a été réduite après une heure de contact.

En accordant près de 116 000 € au financement de ce projet, le ministère des Armées entend vérifier les effets antiviraux de ces tissus contre le COVID-19.

Les rapports d'analyse et d'essais du laboratoire VIRHEALTH seront transférés au centre d'expertise DGA Maîtrise NRBC

afin d'évaluer cette technologie et de mener des essais sur d'autres souches.

L'utilisation de cette technologie pour des applications militaires et civiles permettra d'endiguer la contamination via les matériaux. Le projet se terminera fin juin avec la fourniture des rapports d'essais et d'un premier échantillon.



Crédits photos : Nicolas Robin

Le groupe Serge Ferrari, ETI française du Nord Isère, conçoit, fabrique et distribue des matériaux composites, souples et éco responsables, de haute technicité. Fin 2019, Serge Ferrari affiche un chiffre d'affaires consolidé de 189 M€. La société Serge Ferrari Group, cotée sur Euronext Paris, compte 830 collaborateurs.

**VIRHEALTH est un laboratoire situé à Lyon, dont l'expertise est reconnue notamment pour tester l'efficacité de désinfectants en milieu médical ou agroalimentaire. Il propose des essais standardisés ou à caractère innovant pour déterminer les activités virucides et microbicides de désinfectants/antiseptiques.

SOMMAIRE

Projet innovant - Ministère des Armées	2
Editorial de Pierre Destarac	3
La vie de votre Fédération	4
Le 8 Mai dans les départements	5
Sur les traces du Général de Gaulle	6
Les Pieds Rouges	6/7
Le rôle capital de Jean Moulin	8/9
Carte du combattant	10
Maurice Genevoix	10/11
Le grand retour des Prisonniers de Guerre	12/13
La rose de Louis de Funès	14
Mots croisés de François Creseveur	15
Les tirailleurs Sénégalais	16

LE CARNET DU PG-CATM

NOS PEINES

- Nous avons appris avec une infinie tristesse le décès, à l'âge de 81 ans, de notre ami **Jean CHALUMEAU**, Président d'Honneur de l'ADCPG-CATM du Cher. Intégrant l'Association des Combattants Prisonniers de Guerre en 1966, il devient Président des CATM du Cher en 1970 et participe à la fusion des ACPG avec les CATM en 1978. En 1991, il est élu Président départemental de l'ADCPG-CATM du Cher jusqu'en 2010. Ses obsèques ont été célébrées le 5 juin 2020 en l'église de Dun-sur-Auron.

Le «PG-CATM» adresse à son épouse et à ses amis dans la peine ses condoléances attristées.



EDITORIAL

DE

PIERRE DESTARAC



«LA GUERRE N'EST RIEN D'AUTRE QUE LA CONTINUATION DE LA POLITIQUE PAR D'AUTRES MOYENS»

La France met en pratique cette citation de Carl von Clausewitz dans sa guerre contre le terrorisme. Les forces armées s'efforcent de le combattre le plus loin possible des frontières de notre pays et de l'Europe. Ce combat se concrétise par l'intervention des forces militaires en dehors du territoire national sous forme d'Opex (Opérations Extérieures).

Les femmes et les hommes participant à ces interventions peuvent obtenir la carte du combattant s'ils justifient de 120 jours de présence (en une ou plusieurs fois) lors des interventions extérieures. A la fin de leur contrat d'engagement ou lors de leur mise à la retraite, les militaires deviennent donc des anciens combattants. On les appelle communément des «OPEX» ou «4^e génération du Feu».

Actuellement le Monde combattant est essentiellement représenté par les CATM mais leur disparition est inéluctable à court terme. Les OPEX sont la relève de demain. Ce sont eux qui déposeront les gerbes aux Monuments aux Morts lorsque les anciens d'Algérie auront disparu. Ce passage de témoin doit se faire dans les meilleures conditions possibles.

Notre Fédération qui compte plus de cent mille adhérents accueille de plus en plus d'OPEX dans ses rangs. Ils sont plus de 2 500 et leur nombre ne cesse d'augmenter. Etant encore relativement jeunes, ils assurent la relève en prenant des responsabilités au sein de la Fédération. Leur intégration doit se faire dans un esprit de confiance et de camaraderie. Nombreux sont déjà ceux qui ont pris la direction d'Association départementale. Ils sont également représentés au niveau du Bureau Fédéral.

Le recrutement des OPEX ne suffira pas à compenser la diminution des anciens d'Algérie mais l'avenir de la Fédération reposera sur leur volonté de défendre nos valeurs dans le cadre du droit à réparation.

Les Opérations Extérieures ne vont pas diminuer et le nombre d'OPEX ancien combattant ne peut qu'augmenter mais il ne pourra pas ressembler aux gros bataillons issus de la guerre d'Algérie.

La priorité des Présidents départementaux doit donc se focaliser sur le recrutement afin d'assurer la relève.

A terme les Associations qui accueillent les OPEX devront collaborer et travailler ensemble pour avoir plus de poids vis-à-vis du Pouvoir politique et surtout éviter les querelles de clocher.

«L'UNION FAIT LA FORCE».

LA VIE DE VOTRE FÉDÉRATION



Je souhaite que ce journal vous trouve, vous mêmes et vos proches en bonne santé. Nous avons une pensée particulière pour nos camarades disparus, hospitalisés ou malades et leurs familles dans la peine.

Une pensée aussi pour les médecins, infirmiers et le personnel soignant qui par leur dévouement ont sauvé de nombreuses vies en se mettant eux-mêmes en danger devant cette terrible pandémie du coronavirus.

Au moment où nous vous envoyons ce journal nous restons dans une grande incertitude. L'épidémie n'est pas terminée. Le déconfinement est progressif. Ce qui fait que je ne peux pas vous annoncer les activités de la Fédération pour les semaines et les mois à venir, contraint de respecter les dispositions imposées par le gouvernement.

Pendant le confinement l'ensemble du personnel a été mis au chômage partiel avec fermeture des bureaux. Actuellement nous fonctionnons avec des horaires aménagés jusqu'à la rentrée et des présences réduites tout en assurant une permanence pour répondre à vos besoins. Besoins réduits par le fait que nos associations départementales ont elles-mêmes diminué leurs activités à cause du confinement et des réglementations sanitaires. Les cérémonies commémoratives ont été supprimées. De notre côté nous avons dû annuler les congrès et assemblées générales. Notre congrès à Paris, une première fois reporté en septembre, va finalement être repoussé en mai 2021.

Pour les cérémonies à venir, 3 septembre et 16 octobre, elles auront lieu en respectant les règles en vigueur c'est-à-dire avec un effectif réduit. Les démarches sont en cours avec les autorités compétentes. Pour l'achat du nouvel immeuble rue de l'amiral Courbet, nous avons réuni après quelques tracasseries administratives, tous les documents nécessaires à la signature de l'acte notarié, expertises et autorisations de la mairie du 16^e et de la ville de Paris, qui se concrétisera au plus tard au mois d'août.

Les travaux nécessaires pour une bonne rentrée sont prévus début septembre, ce qui laisse espérer un déménagement au mois d'octobre.

Nous envisageons la reprise des réunions de bureaux après les vacances d'août, et nous pourrions tirer les enseignements de ces six mois de confinement et de la gestion de la Fédération.

Nous aurons l'occasion d'échanger nos points de vue sur cette crise sanitaire sans précédent et ses conséquences économiques.

Votre Fédération va bien grâce à tous, les décisions collectives ont continué à être prises, à distance certes, mais sans perdre de leur efficacité.

BONNES VACANCES À TOUS.

Le Président Hubert CHAZEAU

DEMI-PART FISCALE DES VEUVES ANCIENS COMBATTANTS

Une réponse précise des impôts concernant la mise en œuvre de la modification apportée par la loi de finances 2020 a été soumis à la D.R.R. ⁽¹⁾ de l'ONACVG qui valide son contenu, tout en notant quelques éléments à communiquer pour la bonne information des veuves :

- la modification entre en vigueur sur les revenus 2021 qui sont déclarés en 2022 (il est toutefois possible d'anticiper pour celles qui le peuvent, via leur espace personnel en ligne, la modification de prélèvements à la source dès 2021).
- ★ Pour les veuves qui feront une déclaration papier des revenus de 2021, elles bénéficieront de la demi-part fiscale en 2022 avec un arrérage sur l'année 2021.
- L'âge de jouissance de la demi-part pour les veuves reste à partir de 74 ans (les anciens combattant qui décéderaient avant 74 ans peuvent désormais transmettre les droits à la demi-part dès lors qu'ils ont eu la retraite du combattant).

C'est l'administration fiscale qui met en œuvre ce droit.

Le gouvernement a été sensible à ces arguments et a accepté de rétablir la demi-part fiscale pour l'ensemble des veuves ou veufs de plus de 74 ans dont les conjoints ont bénéficié de la retraite du combattant et a supprimé la référence à l'âge de décès du retraité.

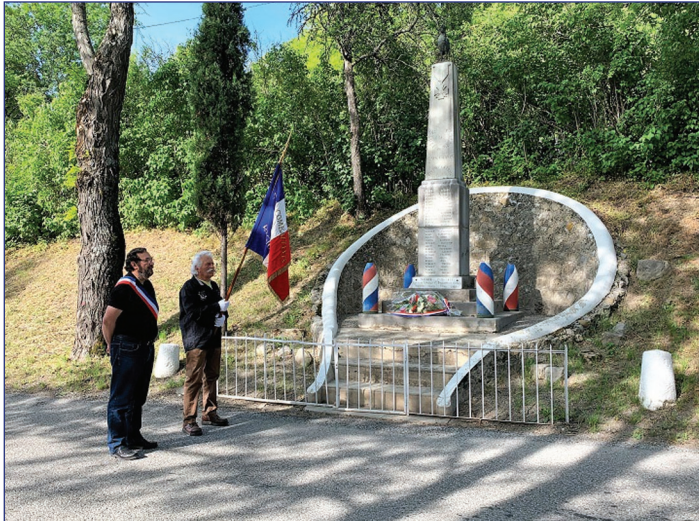
Ces dispositions s'appliqueront à compter du 1^{er} janvier 2021.

⁽¹⁾ **Département Reconnaissance et Réparation.**

CONFINEMENT

LES CÉRÉMONIES DU 8 MAI 2020 ONT BIEN EU LIEU MAIS EN COMITÉ RESTREINT

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE A MEZEL



En raison de la situation sanitaire liée au Covid-19 le Gouvernement a interdit les commémorations locales de la victoire du 8 MAI 1945.

Néanmoins nous devons remplir le devoir de mémoire dans le respect des mesures de protection sanitaire imposées. Pour commémorer les 75 ans de la victoire du 8 MAI 1945, une gerbe du souvenir a été déposée au pied du Monument aux morts de Mezel sans rassemblement.

ARDÈCHE-DRÔME AU CHEYLARD



Au Cheylard s'est déroulée une cérémonie cantonale de commémoration de la victoire du 8 Mai 1945.

Respectueuse des normes, cette cérémonie restreinte, s'est voulue comme un hommage cantonal du Pays du Cheylard, à la victoire sur l'Allemagne nazie et aux hommes qui ont donné leur vie pour notre liberté.

LOT A VAYRAC



Malgré un confinement très respecté, une mini cérémonie du 8 Mai 2020 a bien eu lieu à Vayrac.

Dépôt de la gerbe, minute de silence, la cérémonie était présidée par M. Marchou Président cantonal et la lecture du message assurée par monsieur le Maire de Vayrac.

ALPES-MARITIMES A NICE



Une commémoration en comité restreint, quelques portedrapeaux et élus ont déposé une seule et unique gerbe devant le monument de Rauba Capeu.

SUR LES TRACES DU GÉNÉRAL DE GAULLE EN ILE-DE-FRANCE

Un parcours en 13 étapes pour s'immerger dans les pas d'un grand homme !



Alors que les circuits patrimoniaux et culturels sont prisés, la Région et le Comité Régional du Tourisme de l'Ile-de-France (CRT IDF) ont mis en place un parcours touristique sur les traces du général de Gaulle, à travers des lieux de mémoire répartis partout sur le territoire francilien, à l'occasion du 130^e anniversaire de sa naissance, du 80^e anniversaire de l'appel du 18 Juin 1940 et de la création de la France Libre, du 50^e anniversaire de sa disparition.

«Faire le parcours Charles de Gaulle c'est s'immerger dans les pas d'un grand homme tout en découvrant les lieux les plus marquants de l'histoire de France» expliquait Valérie Pécresse présidente de la Région Ile-de-France en précisant tout d'abord que ces 13 étapes ont été arrêtées avec l'Institut Charles de Gaulle, ensuite que ce parcours est en lien étroit avec ceux mis en place dans les Hauts-de-France, où il est né à Lille, et où il a combattu à la bataille d'Adeville en 1914-1918, et dans le Grand-Est car il a vécu bien-sûr à Colombey-Les-Deux-Eglises et avait des liens affectifs avec l'Alsace.

«Ce parcours de mémoire retrace les lieux emblématiques de Paris et de l'Ile-de-France qui symbolise l'histoire d'un homme d'exception. Il offre aux visiteurs la découverte historique d'un pan touristique de nos monuments» indique-t-elle en rappelant que, dans le cadre de son aide à la production cinématographique, la Région a soutenu la réalisation du film «De Gaulle» de Gabriel Bonin sorti en Mars.

Le parcours débute tout d'abord aux Invalides par l'histoire Charles de Gaulle au musée de l'Armée où se déroule le fil de son histoire. Construit comme un monument invisible au sous-sol du musée de l'Armée qui abrite une collection autour de la Deuxième Guerre mondiale comprenant des objets ayant appartenu à Charles de Gaulle, il met aussi à l'honneur la Résistance, ce lieu mémoriel, interactif et immersif où se déroule le fil de l'histoire du Général.

Et le musée de l'Ordre de la Libération qui raconte l'histoire des Compagnons de la Libération et de son fondateur et grand maître, dans une salle qui lui est entièrement dédiée.

Ensuite, le musée de la Libération de Paris à Denfert Rochereau, inauguré le 25 Août 2019, qui raconte la Résistance parisienne, celle de Jean Moulin et de tous les anonymes qui se sont battus pour leur liberté, et celle du Général de Gaulle, qui a inspiré leur combat. Le Mémorial de la France Combattante au Mont Valérien, inauguré le 18 juin 1960 par Charles de Gaulle, qui arbore, sur le mur de son esplanade, une monumentale Croix de Lorraine, symbole de la France Libre, entourée de seize hauts-reliefs de bronze qui rendent hommage aux morts pour la France inhumés dans sa crypte.

L'Arc de Triomphe et l'avenue des Champs Elysées qu'il a descendue sous les acclamations de la foule, avec sa statue réalisée par Jean Gardot à l'initiative des Français Libres à proximité du Grand Palais. Le Panthéon où Geneviève Anthonioz, la nièce du Général fut enterrée en 2016. Clamart où il faillit perdre la vie, au fameux rond point où «ce fut tangent» selon ses dires : «Des quelques 150 balles qui nous visent, 14 touchent notre véhicule. Pourtant — hasard incroyable ! — aucun de nous n'est atteint», raconte le Général dans ses Mémoires.

Enfin les Châteaux :

- **Rambouillet** où il a donné, sous la V^e République, de nombreuses fêtes et réceptions comme ses prédécesseurs.
- **Champs-sur-Marne**, qui est devenu en 1959 sous sa volonté le premier «Palace la République» et la vitrine de la qualité de l'accueil à la Française.
- **Le Grand Trianon** dans le domaine de Versailles, remis en état dès 1963 où il accueillait les hôtes étrangers.
- **Marly-le-Roi** où il séjourna en 1946, du 21 janvier au 26 mai, après avoir renoncé à rester chef du gouvernement provisoire.

Il profitera de ces quelques mois pour rédiger l'ébauche de la première partie de ses Mémoires de guerre.

Mais plein d'autres lieux existent à Paris où il vécut comme cet appartement face à l'église Saint-François-Xavier, son bureau installé dans un hôtel particulier de l'avenue de Breteuil où de très nombreux parisiens vinrent signer le registre de condoléances le jour de sa disparition, le 9 Novembre 1970, **l'hôtel Lutetia**, la place du 18 Juin devant la gare Montparnasse, où fut signée la capitulation le 25 Août avec Von Choltitz.... et bien sûr l'Elysée.

Paul PHILLIPART

LES PIEDS ROUGES (1962-1969)

Ces rêveurs partis pour l'Algérie

Le terme «Pied-Rouge» désigne de façon générale un Français, militant de gauche ou d'extrême gauche, qui s'est rendu en Algérie, après son indépendance pour œuvrer à la reconstruction et au développement du pays en dehors du cadre de la coopération. Il est formé par analogie avec le terme «Pied Noir» et par amalgame avec les idées communistes de certains d'entre eux.

Néanmoins l'appellation désigne un ensemble assez hétéroclite de personnes, communistes, trotskistes, chrétiens de gauche, militants anticolonialistes qui ont vu dans la révolution algérienne une révolution socialiste, mais aussi militants humanitaires, professionnels de santé, «porteurs de valise» du FLN...

Plusieurs livres ont été écrits comme «*Ces rêveurs partis pour l'Algérie*» d'Anne Sophie Stefanini qui s'est penchée sur l'histoire méconnue de ces militants d'extrême gauche qui rêvaient de faire de l'Algérie indépendante le terreau d'un monde nouveau, sous la forme d'un roman : «*Les Pieds Noirs quittent leur pays natal devenu indépendant. Cela est connu. Mais il y a eu un phénomène que la mémoire a oublié : ceux que l'on appelait les «Pieds Rouges», des communistes qui ont fait le chemin à l'envers pour, selon eux, assister à la naissance d'une nation, l'aider à se construire et mettre leur révolution en pratique.*

C'était une centaine, un petit millier de militants de gauche et d'extrême gauche. Ils avaient des profils très divers, ils étaient enseignants, chercheurs, universitaires, médecins, et un même rêve les réunissait, que leurs idéaux communistes et révolutionnaires, ceux d'un Etat libre, d'un monde nouveau, puissent naître dans l'Algérie indépendante.

Tous étaient en perpétuelle quête d'eux-mêmes et d'un avenir collectif, et c'était d'autant plus vrai que la nation algérienne était toute jeune. Il y avait tout à faire». Militants, engagés, convaincus et attirés par une expérience révolutionnaire dans laquelle ils pensaient avoir un rôle à jouer, cette «brigade internationale» qui se met au service du jeune Etat, surnommée avec dérision «Pieds Rouges», venait combler le brutal déficit en cadres dont souffrait le pays à l'époque.

*«Qu'ils soient médecins, instituteurs, artistes ou journalistes, qu'ils veuillent «réparer les dégâts» du colonialisme ou qu'ils rêvent de révolution mondiale, tous se veulent du bon côté du monde. Plus précisément : du tiers monde et de ses chambardements : «Alger, c'était La Havane !» raconte Catherine Simon dans un livre solidement documenté et fondé sur les témoignages de dizaines d'acteurs de l'époque : «**Algérie, les années Pieds Rouges - Des rêves de l'indépendance au désenchantement (1962 - 1969)**» (Edt La Découverte).*

*«Le caractère socialiste, voire autogestionnaire, des mesures annoncées ne pouvait pas ne pas séduire bon nombre d'anticolonialistes français qui voulaient faire de l'Algérie libre le terrain expérimental d'un socialisme authentique, car distingué du «socialisme réellement existant» du bloc soviétique» indiquait Franz Biberkop de l'Union communiste libertaire dans un article sur «**1962-1965 : L'aventure algérienne des Pieds Rouges**» paru sur son site Internet.*

DES FORMES VARIÉES D'ENGAGEMENTS

«L'engagement a pris des formes très variées, selon les compétences mais aussi les objectifs politiques de chacun.

On retrouve par exemple des conseillers politiques au plus haut niveau (celui du président Ben Bella) : non seulement les trotskystes de la mouvance «pabliste» à qui on attribue la paternité des décrets benbellistes de 1963 sur l'autogestion socialiste. Certains viennent avec la volonté d'artistes engagés... Un des facteurs impensés par les Pieds Rouges tient en une conception occidentale de la nation algérienne. Cependant le code algérien de la nationalité faisait de l'islam et du patriarcat musulman le fondement de l'identité algé-



*rienne et n'avait rien à voir ni avec la philosophie des lumières, ni avec la démocratie occidentale et encore moins avec l'internationalisme révolutionnaire» explique A.S. Stefanini avec Jean Sévillia, auteur du livre «**Les vérités cachées de la Guerre d'Algérie**» (Edt Fayard).*

«La révolution algérienne a fait l'objet d'un double discours. Le premier était destiné à l'international aux forces de progrès. Il présentait la lutte pour l'indépendance comme une lutte contre le colonialisme, pour le socialisme, la réforme agraire, la libération de la femme et les libertés démocratiques pour lesquelles les Pieds Rouges se sont battus.

La promesse du développement économique du pays s'inscrivait alors dans le paysage international d'un «tiers-monde» inauguré avec la conférence des pays non-alignés de Bandung en 1955. Les supporters français d'un socialisme à visage humain, les «Pieds Rouges», y allèrent par

milliers, désireux de mettre en chantier l'utopie réparatrice des torts coloniaux. Au risque naïf que l'espoir tiers-mondiste ne s'étiolle dans les calculs égoïstes de la realpolitik de l'État-FLN.

LE DÉSENCHANTEMENT

«Le deuxième discours, celui-là intérieur à l'Algérie et au monde arabe, était celui du Jihad. La guerre d'Algérie visait à libérer la terre d'islam des infidèles. Et ils l'ont découvert avec l'obligation des journalistes à signer d'un nom de plume à consonance arabo-musulmane ; la référence toujours plus insistante aux «valeurs nationales algériennes», confondues avec les principes d'un islam de plus en plus étroit ; l'arabité imposée à tous, et nourrie de façon toujours plus ostensible d'un rejet de «l'Occident impérialiste corrupteur», et donc la mise à distance des «gaouris» (épithète péjorative pour «chrétiens») de tous les débats politiques qui comptent, où ils sont tenus à la plus grande réserve.

Pour certains, cela tournera au cauchemar. Pour la plupart au désenchantement» explique Catherine Simon.

Comme l'a écrit Benjamin Stora, les «Pieds Rouges» appartiennent au camp des vaincus, et ce sont les vainqueurs qui écrivent l'Histoire. Le renversement brutal de Ben Bella en juillet 1965 va interrompre l'expérience, parfois tragiquement.

«A posteriori, il est facile de voir que l'erreur des «Pieds Rouges» est de n'avoir pas repéré la nature véritable du nationalisme algérien. Dans le contexte idéologique des années soixante (anticolonialisme et guerre froide, influence du marxisme dans les sciences humaines, etc.), les dirigeants Algériens apparaissent comme leaders du Tiers-Monde et du non-alignement : révolutionnaires, marxisants et laïcs.

En réalité les courants dominants sont déjà là, qui progressivement mèneront l'Algérie vers le drame de la guerre civile : un nationalisme intransigeant, fondé sur l'arabité et l'islam religion d'Etat. Et comme corollaire, l'exclusion des autres identités : Berbères, Juifs et Européens d'origine. Il aura fallu, pour certains, trois décennies et la guerre civile algérienne pour comprendre le rôle joué par l'Islam pendant la guerre d'Algérie» explique Gérard Buono.

P. P.

LE RÔLE CAPITAL DE JEAN MOULIN DANS LA RÉSISTANCE

Tout a été dit, écrit, raconté sur Jean Moulin, né le 20 juin 1899 à Béziers et mort le 8 juillet 1943 près de Metz (Moselle), dans le train qui le transporte en Allemagne après son arrestation à Caluire dont les conditions font débat.

Haut fonctionnaire, préfet de l'Aveyron et de l'Eure, résistant, il est à l'origine de l'unification des mouvements de résistance, envoyé par le Général de Gaulle pour cette mission après l'avoir rejoint à Londres, fondateur du Conseil national de la Résistance qu'il dirigea, compagnon de la Libération en 1942.

Tout le monde a en tête ce discours mémorable, légendaire de Malraux lors du transfert de ses cendres au Panthéon, suivi du Chant des Partisans dont l'assistance entendait les tambours résonner : «Comme Leclerc entra aux Invalides, avec son cortège d'exaltation dans le soleil d'Afrique, entre ici, Jean Moulin, avec ton terrible cortège. Avec ceux qui sont morts dans les caves sans avoir parlé, comme toi ; et même, ce qui est peut-être plus atroce, en ayant parlé ; avec tous les rayés et tous les tondus des camps de concentration, avec le dernier corps trébuchant des affreuses files de Nuit et brouillard, enfin tombé sous les crosses ; avec les huit mille Françaises qui ne sont pas revenues des bagnes, avec la dernière femme morte à Ravensbrück pour avoir donné asile à l'un des nôtres. Entre, avec le peuple né de l'ombre et disparu avec elle — nos frères dans l'ordre de la Nuit... C'est la marche funèbre des cendres que voici. A côté de celles de Carnot, avec les soldats de l'an II, de celles de Victor Hugo avec les Misérables, de celles de Jaurès, veillées par la Justice, qu'elles reposent avec leur long cortège d'ombres défigurées. Aujourd'hui, jeunesse, puisses-tu penser à cet homme comme tu aurais approché tes mains de sa pauvre face informe du dernier jour, de ses lèvres qui n'avaient pas parlé ; ce jour-là, elle était le visage de la France...»

SANS LE CNR, PAS DE RÉSISTANCE

De nombreux livres ont abordé la période complexe de la Résistance. L'historien Jean-Pierre Azéma, historien éminent de la Résistance et biographe de Jean Moulin les avait décrypté dans le Figaro Littéraire en 2013 à l'occasion de la célébration du 70^e anniversaire de la première réunion du Conseil national de la Résistance sous sa houlette : «C'est la première réunion, dans toute l'Europe occupée, de représentants de mouvements de résistance (ils sont dix), de partis politiques (Fédération républicaine, Alliance démocratique, Démocratie chrétienne, Parti radical, le Parti socialiste et le Parti communiste français) et de deux centrales syndicales ouvrières, la CGT et la CFTC.

Elle vota une motion qui affirmait qu'il revenait au Général de Gaulle de présider le gouvernement provisoire qui se met-



trait en place à Alger et accordait au général Giraud le commandement des forces militaires. De Gaulle pourra, quelques semaines plus tard, tirer de cette reconnaissance sa primauté politique.

Mais représentatif de presque tous les partis politiques, et d'une bonne part des mouvements de résistance, ce qui allait devenir le CNR créait une fédération des forces de la Résistance intérieure qui devait empêcher son éclatement.

De Gaulle écrira plus tard «Sans le CNR, il n'y aurait pas eu une Résistance, il y aurait eu des résistances».

Ajoutons que cette réunion qui réalisait précocement une unification politique, allait éviter des dérives qui auraient pu mener à la guerre civile, comme ce qui s'est produit dans d'autres pays, notamment dans les Balkans» expliquait JP Azéma en ajoutant que «De Gaulle estimait alors qu'il devrait avoir la caution non plus seulement des responsables des mouvements de résistance, parfaitement inconnus des responsables anglo-saxons, mais encore de représentants des partis politiques qui avaient pignon sur rue en 1939, et qui - c'était important aux yeux des Anglo-Saxons - avaient été alors légitimés par des élections. Mais les mouvements de résistance, eux, s'opposaient au retour des anciens partis, tenant la classe parlementaire comme responsable de la déroute militaire et politique de 1940».

DEUX HOMMES

A LA CULTURE POLITIQUE DIFFÉRENTE

Pourtant ces deux hommes n'étaient pas proches, à cause de la différence d'âge, et n'avaient pas la même culture politique. L'un avait été nourri de la lecture d'auteurs nationalistes, alors que le second s'était engagé dans le Front populaire, mais tous deux avaient été des serviteurs de l'État, l'un officier d'active, l'autre préfet. Le chef de la France Libre n'en fit pas moins de Moulin son délégué en zone Sud avec pour mission (c'est la «mission Rex») de fédérer les mouvements de résistance sous son obédience.

Ses détracteurs l'accusaient d'être hautain : «L'homme était courtois et attentionné. Dans le service, il était intransigeant, y compris sur les questions de sécurité, et ses adversaires ont pu prendre son intransigeance pour de l'autoritarisme». D'être communiste : «Frenay l'a décrit après-guerre comme «crypto-communiste».

C'est une fable sans le moindre fondement. Moulin s'est toujours défié des communistes. Mais Frenay, frustré de n'avoir pas trouvé un poste politique à sa mesure, fit porter la responsabilité de ce qu'il tenait pour l'échec des mouvements de résistance à Moulin qui, en créant le CNR, avait permis la progression du PCF» explique JP Azéma.

Dans cette nouvelle unification, Jean Moulin a cherché, non

sans mal, à contenir les velléités de commandement d'Henri Frenay, chef du mouvement Combat, d'Emmanuel d'Astier de La Vigerie, chef de Libération-Sud, et de Jean Pierre Levy, chef de Franc-Tireur. Toutefois, si les mouvements de résistance ont accepté l'unification des mouvements pour améliorer leur efficacité, ainsi que leur financement, leurs chefs n'acceptèrent que difficilement la tutelle militaire de Londres pour l'AS (Armée Secrète) créé en 1942 : Henri Frenay, en particulier, souhaite garder le contrôle de la résistance militaire intérieure et mène une violente campagne contre le général Delestraint, dont il refuse de reconnaître l'autorité à la tête de l'Armée secrète. Jean Moulin parvient à se faire admettre comme chef du CNR qui représente alors l'unité des Forces résistantes françaises aux yeux des Alliés et l'embryon d'une assemblée politique représentative. Il a participé, avec le mouvement Franc-Tireur, à la création du maquis du Vercors, également contesté par les hommes de Combat.

L'ARRESTATION CONTROVERSÉE

Les circonstances de son arrestation a suscité la polémique : Dans le but d'organiser rapidement la relève à la tête de l'Armée secrète qui vient d'être décapitée par l'arrestation à Paris du général Delestraint, Moulin en convoque les responsables pour le 21 juin 1943 à Caluire, dans la banlieue de Lyon, chez le Docteur Dugoujon. Mais à la suite de dénonciations, la police de sécurité allemande (SIPO-SD) menée par Klaus Barbie intervient : tous sont arrêtés et emmenés à la prison du Fort Montluc. Interrogé par Barbie qui l'identifie après deux ou trois jours, Jean Moulin ne dit rien. Il est transféré début juillet avenue Foch à Paris puis dans une villa de Neuilly, où la Gestapo avait coutume «d'interroger» des personnalités importantes ; sans que l'on sâche réellement si c'est à cause des tortures subies ou parce qu'il a tenté de se suicider, son état de santé est désespéré. C'est vraisemblablement pour tenter de le soigner et de le conserver comme otage qu'il est transféré en Allemagne.

C'est dans le train, quelque part entre Metz et Francfort, alors qu'il n'a déjà plus figure humaine, qu'il meurt le 8 juillet 1943. Ses cendres, jusqu'alors déposées au Père Lachaise, ont été transférées au Panthéon le 19 décembre 1964.

LA CONDUITE HÉROÏQUE DE MAX

Dans une note datée du 1^{er} juin 1946, le général de Gaulle rend hommage à la conduite héroïque de Jean Moulin, alias Max : «MAX, pur et bon compagnon de ceux qui n'avaient foi qu'en la France, a su mourir héroïquement pour elle. Le rôle capital qu'il a joué dans notre combat ne sera jamais raconté par lui-même, mais ce n'est pas sans émotion qu'on lira le JOURNAL que Jean Moulin écrit à propos des événements qui l'amènèrent, dès 1940, à dire NON à l'ennemi. La force de caractère, la clairvoyance et l'énergie qu'il montra en cette occasion ne se démentirent jamais. Que son nom demeure vivant comme son œuvre demeure vivante».

Plus tard, dans ses «mémoires de guerre», «Charles de Gaulle rend de nouveau hommage à Jean Moulin en ces termes : «Cet homme, jeune encore, mais dont la carrière avait déjà formé l'expérience, était pétri de la même pâte que les meilleurs de mes compagnons. Rempli, jusqu'aux bords de l'âme, de la passion de la France, convaincu que le «gaul-



La statue de Jean Moulin à Caluire (Rhône)

lisme» devait être, non seulement l'instrument du combat, mais encore le moteur de toute une rénovation, pénétré du sentiment que l'État s'incorporait à la France Libre, il aspirait aux grandes entreprises. Mais aussi, plein de jugement, voyant choses et gens comme ils étaient, c'est à pas comptés qu'il marcherait sur une route minée par les pièges des adversaires et encombrée des obstacles élevés par les amis. Homme de foi et de calcul, ne doutant de rien et se défiant de tout, apôtre en même temps que ministre, Moulin devait, en dix-huit mois, accomplir une tâche capitale. La Résistance dans la Métropole, où ne se dessinait encore qu'une unité symbolique, il allait l'amener à l'unité pratique.

Ensuite, trahi, fait prisonnier, affreusement torturé par un ennemi sans honneur, Jean Moulin mourait pour la France, comme tant de bons soldats qui, sous le soleil ou dans l'ombre, sacrifièrent un long soir vide pour mieux «remplir leur matin».

Jean Moulin est devenu le résistant le plus célèbre et le plus honoré de France.

«C'est le seul dont pratiquement tous les Français connaissent le nom et le visage, en particulier grâce à sa célèbre photo en noir et blanc, celle à l'écharpe et au chapeau mou. Cela au risque de faire parfois oublier d'autres grands organisateurs de l'armée souterraine, et de reléguer dans l'ombre d'autres martyrs héroïques de la lutte clandestine tels que François Verdier, Pierre Brossolette, Jean Cavaillès, Jacques Bingen.

Jean Moulin est ainsi devenu le symbole et le visage même de la Résistance».

P. P.

MISE EN ŒUVRE DE LA MESURE CARTE DU COMBATTANT 1962/1964

Le Gouvernement a décidé d'accorder à compter du 1^{er} janvier 2019 la carte du combattant aux personnes présentes en Algérie pendant une durée de 4 mois ou 120 jours entre le 3 juillet 1962 et le 1^{er} juillet 1964 dans le cadre des missions menées en Algérie après le 2 juillet 1962, conformément aux accords d'Evian, au titre des Opérations Extérieures.

Cette décision a été officialisée le 16 décembre 2018 par la publication au JORF de l'arrêté du 12 décembre 2018 modifiant l'arrêté du 12 janvier 1994 fixant la liste des opérations ouvrant droit au bénéfice de la carte du combattant au titre de l'article L. 253 ter du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

BILAN 2019

Les prévisions avaient fixé à 50 000 le nombre de bénéficiaires potentiels de cette mesure et à 35 000 le nombre de cartes attribuées au seul titre de l'exercice 2019.

Au 31 décembre 2019, après sept réunions de la Commission nationale de la carte du combattant (CNCC), 35 108 cartes du combattant ont été attribuées au titre de cette mesure.

Par ailleurs, 1 456 décisions de rejet ont été prononcées.

Aucun dossier n'était resté en instance au 31 décembre.

Enfin, pour réduire les délais de traitement des demandes, un



formulaire spécifique pour cette mesure, rassemblant sur un document unique les demandes de carte du combattant, de titre de reconnaissance de la Nation et

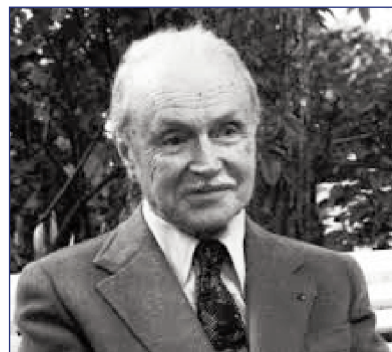
de retraite du combattant a été mis en place. Ce dernier a permis la liquidation de 32 338 retraites du combattant sur les 35 108 cartes délivrées sachant que les retraites relatives aux 1 759 cartes attribuées au titre de cette mesure, lors de la commission du 20 décembre 2019 ne pouvaient pas être liquidées en 2019 ; elles l'ont été en janvier 2020.

PERSPECTIVES 2020

Les commissions qui se sont tenues le 5 mars et le 9 juin derniers ont permis respectivement l'attribution de 875 et de 385 cartes au titre de cette mesure. Force est de constater une très nette diminution de ces demandes, à rattacher vraisemblablement en partie à la crise sanitaire qui a paralysé l'activité des associations du monde combattant, grandes pourvoyeuses de ces dossiers. Fort de ce constat et en s'inspirant des données statistiques relatives à l'attribution de la carte dite «à cheval», on peut estimer un volume de 5 000 cartes qui pourraient être délivrées au titre de cette mesure en 2020. Une action de communication ciblée sur les départements qui n'ont pas encore atteint les objectifs escomptés en la matière sera prochainement mise en place.

MAURICE GENEVOIX Un écrivain au cœur de

Pour rendre hommage à la «nation combattante», Emmanuel Macron, président de la République, a souhaité faire entrer Maurice Genevoix au Panthéon en 2020, alors



qu'il était en visite officielle le 6 Novembre 2018, aux Éparges, village meusien théâtre de la célèbre bataille et de la grave blessure de l'écrivain.

Initialement prévue le 11 novembre 2019, l'entrée dans le Temple des Grands Hommes de Maurice Genevoix a été

reportée au 11 Novembre 2020 qui est aussi l'année du centenaire du choix du Soldat Inconnu le 10 novembre 1920 dans la Citadelle basse de Verdun.

Un écrivain, normalien, prix Goncourt pour son roman «Raboliot» qui relatait la vie d'un braconnier en Sologne, académicien, réformé en 1915, devenu une voix de la Grande Guerre, grâce notamment à son recueil de guerre «Ceux de 14» publié en 1949. Il est l'un des principaux témoignages sur la Grande Guerre d'un des rares écrivains français rescapé de 1914-1918. Ce document est considéré comme l'un des plus précieux sur la vie des soldats de la Première Guerre mondiale.

Né dans la Nièvre en 1890, Maurice Genevoix grandit à Châteauneuf-sur-Loire, où ses parents s'étaient installés pour reprendre une mercerie/épicerie familiale. Le petit garçon perd sa mère alors qu'il est âgé de douze ans. Malgré tout, l'écrivain conservera de son enfance une nostalgie émerveillée, comme il en témoigne en 1960 dans son texte autobiographique «Jeux de glace». Lycée Pothier à Orléans, Lakanal à Sceaux, Normale Sup à Paris puisque destiné à devenir enseignant, celui qui entre à l'Académie française en 1947 dont il a été le secrétaire perpétuel entre 1858 et 1973, est l'auteur d'une œuvre romanesque abondante avec une trentaine de livres qui célèbre notamment la nature harmonieuse du Val-de-Loire.

Mais il reste surtout dans les mémoires pour son témoignage d'ancien combattant, relaté à travers cinq volumes écrits entre 1916 et 1923. «Ils ont mené une guerre qu'ils n'ont pas voulue et c'est en hommes qu'ils l'ont faite», aimait à rappeler Maurice Genevoix quand il évoquait ses camarades ou honorait publiquement la mémoire des combattants.

«Plutôt que d'attirer l'attention sur lui, il préférerait parler d'eux, de ceux qui combattaient avec lui dans l'abomination des Éparges (Meuse), de ceux qui étaient tombés à ses côtés, de ceux qui se tenaient désormais pieusement près de lui, dans les frimas du 11 Novembre, chaque année, à 11 heures, devant le marbre pâle frappé de lettres d'Or. De «Ceux de 14», des hommes de sa génération, qui avaient fait la Grande Guerre et partageaient une expérience sans commune mesure qu'ils voulaient communiquer et transmettre» écrivait Laurence Campa dans le magazine Histoire en 2013.

«Rendre cette expérience sensible et intelligible aux générations suivantes, faire parler ses frères d'armes, les ranimer pour

la guerre 14-18 entrera au Panthéon le 11 Novembre 2020

ressusciter les morts et consoler les vivants le temps d'un récit, entretenir religieusement la flamme du souvenir ont été les grandes missions de sa vie d'écrivain».

LA BATAILLE DE VERDUN ET ESPARGES

Réformé suite à de graves blessures subies en 1915, alors qu'il commandait une compagnie en tant que lieutenant d'infanterie, c'est après s'être réfugié à Châteauneuf que Maurice Genevoix avait commencé à écrire «Sous Verdun» et «Nuit de guerre», les deux premiers récits rassemblés dans «Ceux de 14». Sous-lieutenant au 106^e RI, il a participé à la bataille de la Marne, dans le secteur de Rembercourt, s'est battu aux Eparges, tout l'hiver, dans des conditions particulièrement redoutables... à 24 ans alors qu'il faisait Normale Sup : «*Nous sommes partis, avec beaucoup d'illusions bien entendu...*

un choc psychologique décisif : tout ce à quoi nous croyions, toutes les valeurs auxquelles nous étions voués puisque nous étions de futurs enseignants, on avait l'impression qu'elles étaient toutes, sans exception, remises en cause. Que tout ce qu'on nous avait enseigné devenait caduc. [...] C'était la mort d'une certaine civilisation que nous ne jugions pas mais qui nous avait formés dans une large mesure. Par conséquent, nous étions en quelque sorte en sursis, dans une espèce, non pas de mort provisoire, mais de table rase. Et quelle fut alors la réaction patriotique de celui qui se savait appartenir à «la génération de la revanche» confiait-il à 88 ans, à Jean Montalbetti dans une émission de France Culture en 1978. «J'ai eu tout de suite le sentiment très vif que nous allions vers une immense stupidité, que nous étions partis dans cette histoire, et je crois que la réaction des meilleurs de cette génération a été d'espérer : «Au moins, que ce soit la dernière. Nous allons peut être y rester mais nous aurons servi à quelque chose parce qu'après, liquidée cette histoire-là». Il se rappelait une jeune génération plus ou moins politisée, mais qui vivait dans tous les cas «intensément».

«MAUVAIS ESPRIT»

Il relate bien évidemment l'épisode de la butte des Eparges où, âgé de 25 ans, il fut touché par trois balles, deux dans le bras et une à la poitrine. «*De part et d'autre de ce flanc de colline de 1 200 mètres de long, entre le 17 février et le 11 avril 1915, vingt mille hommes périrent*» racontait-il : «*dix mille Français, et dix mille Allemands, soit «vingt morts au mètre courant».* Invalide à 80 %, il est réformé.

Il emploiera sa convalescence à écrire ses carnets de guerre, car le secrétaire de l'École normale avait demandé à ses étudiants partant au front de tenir un journal : «*Du coup, il songe à la misère de ses camarades en sursis, aux tortures des blessés et des agonisants, à tous ceux qui se battent d'un bout à l'autre du front. Les études lui semblent dérisoires et les beautés littéraires indécentes. En août 1916, alors qu'il assure à Paris un service bénévole à la Fatherless Children Association, une fraternité franco-américaine, Paul Dupuy, secrétaire de l'École normale supérieure, l'encourage à écrire un livre à partir de ses carnets de guerre. Genevoix entreprend alors de restituer patiemment son expérience, de dépeindre les hommes et les situations avec une scrupuleuse exactitude, de conjuguer sa*

formidable mémoire à son sens de l'observation et du détail» raconte Laurence Campa.

Lorsqu'il commence à écrire «Ceux de 14», après avoir été réformé en 1915, Maurice Genevoix se voit conférer par son entourage une réputation de «mauvais esprit» : «*J'estimais que j'avais le droit de parler, au nom de l'expérience douloureuse, et que certaines illusions de l'arrière, bien intentionnées d'ailleurs, pas du tout révoltantes, mais dommageables à bien des égards, méritaient tout de même de s'amender au contact de témoins réels directs qui avaient quelque chose à dire*».

De la Grande Guerre, la France sortit amputée de 20 % de sa génération active : «*La génération du feu n'avait pas eu l'occasion de s'exprimer, d'imprimer sa marque à l'évolution de l'histoire en train de se faire...*» analysait Maurice Genevoix.

Dans «*Le Bestiaire sans oubli*» dernier volume de son trip-tique animalier, il a évoqué les chevaux qui ont fait la guerre aux côtés des soldats de la Première Guerre mondiale.

Il raconte la puanteur des champs de bataille jonchés de cadavres de soldats et de chevaux en train de pourrir.

Après les combats, il entendait les cris des soldats français et allemands qui demandaient du secours, mais aussi ceux des chevaux blessés.

L'écrivain n'oubliera jamais toutes les horreurs qu'il a vécues et ses camarades fauchés dans leur jeunesse. «*Il était porteur de la mémoire de ses compagnons d'armes*». Il a d'ailleurs, été président du Mémorial de Verdun, s'est fait leur ambassadeur. Dans «Ceux de 14», il s'est inspiré de soldats connus là-bas, mais a changé le nom de la plupart d'entre eux, par respect pour les familles. «*C'est le désir de témoigner qui le décide à écrire. Son récit, parfois interprété comme une thérapie par l'écriture, est servi par une mémoire sensorielle peu commune. Son témoignage de soldat, relaté dans cinq volumes écrits entre 1916 et 1923, tous parus chez Flammarion et rassemblés par la suite sous le titre Ceux de 14, est un document précieux sur la vie des poilus. La censure s'est attardée sur les deux premiers récits qui, la guerre n'étant pas encore achevée, montrait trop la réalité des combats et, plus encore, relatait parfois des paniques. Les coupes furent de ce fait nombreuses (plus de 269 pages lors de la première édition). Ces écrits sont considérés comme l'une des plus grandes œuvres de guerre*» témoigne un historien.

D'ailleurs jusqu'à sa mort, en 1980, l'activité commémorative l'occupe : «*Outre ses discours annuels et ses interventions rituelles, il inaugure le monument du sculpteur Landowski «A la gloire de l'armée française» sur la place du Trocadéro en 1956, et, en 1967, à Fleury-devant-Douaumont, le mémorial de Verdun, dont il est l'initiateur. L'année suivante, à la demande du général de Gaulle, il prononce le discours du cinquantenaire de l'armistice devant «Les Fantômes» de Landowski sur la butte Chalmont. Inlassablement, il agit en passeur et en veilleur, en pieux historiographe de ses camarades : il sait que la commémoration ne peut «amender» le présent, c'est-à-dire le corriger et l'améliorer, mais il croit à la vérité, à la fraternité des vivants et des morts, et surtout à la paix : tel est le message qu'il adresse aux jeunes générations pour leur expliquer la vertu des célébrations*» conclut Laurence Campa.

P. P.

LE GRAND RETOUR DES PRISONNIERS DE GUERRE FRANÇAIS, VOILÀ 75 ans

Voilà 75 ans, dès avril commença le grand retour des prisonniers de guerre : 20 000 en mars, 313 000 en avril, l'administration rapatriant pas moins de 50 000 personnes par semaine, près de 900 000 en mai, et 276 000 en juin, soit près d'un million décrit par deux ouvrages de références sur lesquels s'est appuyé cet article : «Le retour des prisonniers de guerre français» de Christophe Lewin (Publications de la Sorbonne) tiré de sa thèse de doctorat en Histoire Sociale de la Sorbonne en 1986/87 et «La captivité - histoire des prisonniers de guerre français 1939-1945» d'Yves Durand (Édité par la FNPG-CATM) en 1982.

Ils ont noté que le ministère s'était consacré au ratissage des pays où furent dispersés les prisonniers français, afin de repérer les petits groupes, les isolés, veillant au sort des intransportables, hospitalisés en zone d'occupation occidentale, se penchant sur la question douloureuse des PG Français en URSS.

Leur libération a pris des formes variées : Certains se sont réveillés un matin dans un camp qui avait été déserté par ses gardiens, ou dans une bourgade occupée par les alliés, d'autres ont rencontré la liberté sur les routes où ils se traînaient en colonnes, épuisés, accompagnés au début par leurs sentinelles de moins en moins maîtresses de la situation, mais encore bien encadrés par leurs responsables français, rejoints par les armées alliées et enfin délivrés de leurs gardiens, ou bien ils assistèrent auparavant à de terribles combats, à moins qu'ils aient été remis aux représentants alliés par leurs gardiens. La manière dont s'effectua leur libération a varié selon les armées libératrices et la région.

A l'Est, l'arrivée des soviétiques en Allemagne, a commencé plus tôt que celle des alliés occidentaux. Certains PG des stalags plus à l'Est ont été délivrés dès la fin 1944, par les soviétiques, mais l'attente avant le retour a été bien plus longue. Mal nourris, l'armée soviétique n'ayant pas les moyens de leur venir en aide, leur exil se prolongeant par des marches pénibles, ils furent tenus éloignés, le plus loin possible du front et des arrières immédiats où ils gênaient les mouvements et l'approvisionnement.

Des centres de rassemblements d'URSS et de Pologne, certains repartiront vers l'Ouest en convois organisés ou pour être amenés à la ligne de contact entre armées soviétiques et américaines ou anglaises, où ils seront transférés, notamment par le pont de Magdebourg qui en a vu passer des dizaines de milliers, groupés, encadrés, répertoriés et filtrés afin d'éviter toute pénétration d'éléments ennemis en fuite.

D'autres seront envoyés vers les ports essentiellement Odessa, rapatriés en Mer – 19 000 - où ils ont attendu leur transfert par bateau, ne rentrant en France qu'à la fin de l'été 1945. D'autres libérés en Autriche par les anglais, ont connu des rapatriements étonnants dus aux difficultés créées par la guerre et ses séquelles : Rassemblés en Corinthe, acheminés vers l'Italie par Udine, Ancône, Rome, ils gagnent Naples ou Foggia, d'où ils partent en avion ou par bateau vers la France. Du côté de l'Ouest, les choses ont traîné moins longtemps. Des centres de rapatriement, les PG libérés portaient après avoir été également filtrés vers les lieux d'embarquement, par convois de camions, de trains.

«A côté du désordre créé par l'effondrement et l'invasion de l'Allemagne, la période qui suit la libération, a révélé une

fois de plus la capacité remarquable des P.G. français à prendre en main leur propre sort. Il semble bien que, partout, ils aient joué un rôle de premier plan dans la restauration nécessaire d'une discipline collective, bénéfique aux P.G. français eux même mais aussi aux prisonniers, travailleurs déportés de toute nationalité... Ainsi, un peu partout, s'affirme dans la pagaille générale, l'autorité de cadres français librement acceptée par leurs camarades. Ils se chargent des contacts avec les autorités militaires des armées libératrices, ils négocient avec les officiers alliés l'organisation de la vie des PG en attendant leur rapatriement. Avec leur accord, ils réquisitionnent les moyens nécessaires au ravitaillement. Ils en assument une distribution régulière et équitable. Ils prennent en charge l'administration des centres de rapatriement où les PG sont rassemblés pour être formés en convois vers la France. Ils sillonnèrent même, eux même, la région pour rassembler les PG dispersés, bénéficiant de permis de circuler des alliés, de véhicules pour leur déplacement» indique Yves Durand dans «La captivité histoire des prisonniers de guerre 1939-1945».

SUBMERGÉS PAR QUANTITÉS DE PROBLÈMES

Devant l'afflux des retours, surtout à partir d'avril, ils obligèrent le ministère à réviser plusieurs fois ses plans, perturbant le fonctionnement des administrations débordées, provoquant quelques queues, attentes, confusion et démarches inutiles. L'afflux des rentrants avec ces retours massifs en Mai, désorienta les services littéralement submergés par la quantité de problèmes à résoudre, compliquant les démarches, prolongeant les attentes. Théoriquement, les rapatriés devaient se soumettre à une série de formalités dans des «centres frontaliers» ou des «centres d'accueil», la procédure incluant des contrôles de sécurité, un examen sanitaire, des opérations d'épouillage, l'obtention de papiers d'identité, la réception d'une somme d'argent et de certaines provisions. Puis ils étaient acheminés à leur domicile en étant priés d'achever les démarches administratives (démobilisation, obtention du pécule) auprès des autorités de la Région.

La capitale fut, de fait, le principal centre frontalier, et dut construire des infrastructures capables d'accueillir jusqu'à 25 000 personnes par jour. Un centre d'accueil fut construit en 17 jours à la gare d'Orsay, dont un membre de l'association des PG prit la direction : le colonel Saurel. Le Gaumont Palace et le cinéma Rex, le vélodrome d'Hiver, la caserne de Reuilly, la gare d'Orsay réquisitionnés d'urgence, devinrent des centres d'accueil et de contrôle sanitaire.

Une infrastructure de centres d'hébergement fut créée afin d'offrir le gîte et le couvert aux rentrants que les procédures retardaient à Paris. L'hôtel Lutetia fut mis à la disposition des déportés et un centre d'accueil pour rapatriés malades fut construit au Bourget. D'autres furent ouverts près de terrains d'aviation, comme à Chateaudun, Bricy près d'Orléans. Ils eurent droit à un accueil chaleureux, organisé par les autorités publiques, la Croix-Rouge Française, les associations locales de rapatriés, et la population qui les a émus.

Les formalités accomplies étaient rapides et acceptées, avec compréhension par ces rapatriés qui reprenaient la route qui les menait vers la gare la plus proche de leur domicile, où ils étaient pris en charge par le comité d'accueil de l'association locale qui les acheminait chez eux.

UNE RÉADAPTATION ET UNE RÉINSERTION DIFFICILE

Les enquêtes minutieuses et recherches approfondies de la FNPG entreprises dès 1946 ont montré que la captivité a été à l'origine de nombreuses maladies de santé qui apparurent après coup, en dehors de ceux qui sont rentrés malades. «*Mais tous étaient revenus plutôt amaigris et fatigués que malades, que quelques temps de nourriture saine et assez abondante avec un peu de repos, ont suffi à remettre sur pied*» constatait le ministère des P.D.R. Ils eurent droit à un mois de congés payés, une double ration de nourriture pendant six mois, une assistance médicale gratuite pendant neuf mois à condition de subir deux contrôles médicaux consécutifs ayant pour but le dépistage des déficiences dues à la captivité, une prime d'accueil de 1000 frs et une prime démobilisation du même montant pour ceux qui avaient séjourné plus de cinq ans dans des camps, un rappel d'une solde de 400 à 20 000 francs selon son grade.

Mais la réadaptation à la vie familiale, la réinsertion sociale et psychologique furent difficiles. «*La réintégration s'est avérée difficile, et le rapatrié avait de la peine à se procurer un logement, à se vêtir, à s'approvisionner, à se réadapter au rythme de travail. La France ne répondait pas à l'image qu'il s'en était faite et la réalité contrait ses espoirs. Beaucoup ignoraient le caractère et les conditions de vie quotidienne de leurs compatriotes - dévaluation de la monnaie, prix astronomiques, tickets de rationnement pour les denrées les plus courantes - ni l'ampleur du pillage de l'occupant, ni l'importance des destructions. Ils constatent même avec une immense déception que la France d'aujourd'hui ressemble trop, par certains côtés, à la France d'avant 1940, que les français sont prêt à retomber dans les mêmes erreurs qu'avant, qu'ils se divisent de nouveau, alors que la reconstruction du pays exige l'union de tous...*» selon le président des PG de l'Ain cité par Christophe Lewin dans «Le retour des PG français». Mais c'est François Mauriac qui décrit le mieux les désillusions des rentrants et l'écart existant entre eux et leurs compatriotes dans le Figaro du 12 Juin 1946 : «*La France les déçoit, rien ne va à leur gré : Dans les camps où ils souffraient, ils s'en faisaient une idée trop belle... C'est l'histoire de leur amour en ce monde : de loin, notre désir transforme une nature, mais elle ne ressemble jamais à l'image que nous en avons inventée.*

Pourtant qu'il s'agisse d'un être ou d'une patrie, nul ne peut

prétendre à l'aimer qui ne dépasse cette illusion. C'est la parole totale de l'amour. A l'égard de la France, ceux-là, seuls l'éprouvent sans effort qui ont vécu, avec elle, depuis les premières heures du désastre dans son plus grand abaissement et qui ont rompu jour après jour, le pain de la honte. NON, rien ne peut plus vous décevoir, rien ne nous décevra plus, nous qui avons marché à travers le Paris glacé de ces années-là. Tout ce qui vous déconcerte ou vous irrite dans cette France exsangue, mal désaccoutumée de désespoir, c'est la rançon de ces années durant lesquelles vous subissez vous-même une épreuve atroce bien sûr ! Mais différente et qui ne vous aide pas à comprendre ce qui s'est passé ici !».

UNE INTÉGRATION PROBLÉMATIQUE

Mais ce qui n'a pas arrangé les choses fut la relance du débat sur les causes et la responsabilité de la défaite. Ayant été bien accueilli, fêté, le PG doit répondre à des questions : «*Si finalement, il a été prisonnier, n'est-ce pas sa faute puisqu'il s'est mal battu, puisqu'il s'est laissé prendre ?*» Ils ont l'impression qu'une campagne ayant pour but d'atteindre à leur honneur est menée contre eux, taxés d'être «*les chevaliers de la crosse en l'air*», des lâches, des collaborateurs, des pétainistes...

Le refus d'être considérés comme des combattants représente à leurs yeux l'insulte suprême et ils portent en eux à jamais le sentiment d'avoir servi de bouc émissaire sur le dos duquel la communauté nationale se déchargera de ses péchés, d'être le témoin gênant d'une page honteuse qu'on préférerait voir tournée. Pourtant «*aucune armée au monde n'aurait pu faire mieux que la leur en présence d'une supériorité aussi écrasante*» expliquait J. Bertin président de la FNPG en 1946 cité par Christophe Lewin, alors qu'il fallait arracher à l'Etat ce qui semblait être légitimement dû : trousseau vestimentaire, pécule, arriéré de soldes, reconnaissance de la qualité de combattant. D'ailleurs le refus d'être considéré comme des combattants représentait, à leurs yeux, l'insulte suprême, d'où des relations difficiles avec les anciens combattants de 14-18, ce qui envenima pendant des années les relations entre ces associations.

Les difficultés psychologiques dans les relations avec les cercles familiaux, sociaux dont la cause principale est l'incompréhension, cette gêne de communiquer avec l'entourage, ainsi qu'un besoin de solitude, provoquèrent souvent un repli temporaire du PG sur lui-même, le maintien d'une distance avec son lien social, le poussant inéluctablement vers ses pairs, une communauté où il est «*égal entre égaux*». D'ailleurs l'intégration des PG sera plus rapide, souvent

un an après leur retour, estimant ainsi avoir repris leur place, considérant leur captivité comme un mauvais rêve. Leur situation matérielle et morale explique le besoin qu'ils ressentent de se regrouper au sein d'une grande organisation, représentative, qui, si elle n'avait pas existé, aurait certainement été créée de toute pièce. Dès la première année de son existence, la FNPG fut rejointe par les 2/3 du million et demi de français qui avaient connu la captivité, devenant, dès 1945, par le nombre d'adhérents, la seconde association de France. Le réflexe immédiat des PG et de leurs associations fut d'entreprendre dès leur retour, la lutte pour restaurer leur image

P. P.

LE TRAIN DU GRAND RETOUR



LE ROSIER LOUIS DE FUNÈS

Louis de Funès avait l'habitude avec son épouse de se rendre au domaine de Clermont en Loire-Atlantique pour les vacances, grâce au cachet touché pour la «Grande Vadrouille», les époux De Funès furent en mesure d'acheter le domaine en 1967.

Louis de Funès a pu ainsi profiter de la roseraie et du calme de cet endroit, passionné de botanique il forma le projet de trouver un rosier qui porta son nom.

LA DESCRIPTION DE MATTHIAS MEILLAND

Nul mieux que Louis de Funès ne mérite cette rose gaie et pimpante. Doté d'une très bonne résistance aux maladies, ce rosier bénéficie également d'une floraison précoce, abondante et quasi ininterrompue de la fin du printemps jusqu'aux gelées.



DESCRIPTION

Les jolies roses s'épanouissent en corolles un peu floues d'environ 20 à 25 pétales. Les fleurs, qui peuvent mesurer jusqu'à 14 cm de diamètre, se renouvellent durant toute la saison, de couleur orange capucine à l'avant rehaussé de jaune de chrome au revers, donnant aux roses une tonalité presque bicolore lorsqu'elles sont à demi épanouies.



Les fleurs émettent un léger parfum et conviennent bien à la réalisation de bouquets.

Le rosier LOUIS DE FUNES® Meiresti porte un feuillage brillant qui résiste bien aux maladies, vigoureux et plutôt érigé, ce rosier au port bien buissonnant compose de belles bordures et des massifs longtemps fleuris. Son coloris solaire et lumineux s'associe aisément à d'autres rosiers dans les tons jaunes ou orangés, ainsi qu'à de nombreuses plantes vivaces dans les mêmes couleurs.

Les qualités de ce rosier ont été saluées et récompensées à plusieurs reprises lors des concours internationaux Médaille d'Or et Rose de l'Année Monza 1983, Médaille d'Or et Prix de la ville de Genève 1983, Médaille de Bronze Madrid 1983, certificat Saverne 1983.

Cette variété est parfois dénommée CHARLESTON® en dehors de la France.

CHOIX DE LA ROSE

Cette rose fut choisie par l'acteur lui-même, pour l'anecdote, cette année-là, le printemps est désastreux et la floraison des roses est très en retard. Devant la pépinière de sélection, la famille Meilland présente ses excuses au comédien et lui propose un nouveau rendez-vous pour revenir sélectionner sa variété un peu plus tard.

Néanmoins, une seule variété au coloris intense et lumineux est en pleine floraison et attire immédiatement l'attention de Louis de Funès qui s'exclame alors «La voilà, ma Rose!».

BULLETIN D'ABONNEMENT AU JOURNAL «LE PG-CATM»

Je désire m'abonner au journal national «LE PG-CATM» moyennant un règlement annuel ci-joint de **20 euros** ⁽¹⁾ par chèque à l'ordre du journal «LE PG-CATM», 7 rue Léo Delibes, 75116 Paris.

⁽¹⁾ Etranger : tarif de l'abonnement : **22 euros**.

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville



HORIZONTALEMENT

- I. Accompagnent les voiliers – Argus la renversa.
- II. Ben Hur en fut un illustre – Epouse de Saturne.
- III. Conduite - De sinistres mémoire.
- IV. Un appel au secours obsolète – Fils de Ménélaïpe.
- V. Adresse mondialement connue – Densité 4,5.
- VI. La redingote est un peu courte – Il peut baigner dans l'huile..
- VII. Le 51 alcoolisé – Vert et blanc.
- VIII. Rien à voir avec la coquille Saint Jacques, bien que ? Récemment identifié.
- IX. Son fruit est le strobile – Avec elle vous n'êtes pas sûr de passer une bonne nuit.
- X. Très discrète dans ses relations – En morse c'est un trait long..

VERTICALEMENT

1. Dit le tombereau de Virgile.
2. Nous tentons de la faire – Unité usitée en Allemagne.
3. Beaucoup – Vaincre au présent.
4. Un tir raté – Enceinte sportive.
5. Fils de Pandion – Avec un r peut soutenir..
6. Ils sont eu le Beghin.
7. Ce qu'il y a de meilleur – Sert à lier.
8. Mis en réserve.
9. Déesse de l'abondance – A consulter avant de se décider.
10. Tâter des dispositions – Arabie heureuse (à l'envers)

PROBLÈME n° 223

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

SOLUTION DU PROBLÈME N° 222

HORIZONTALEMENT

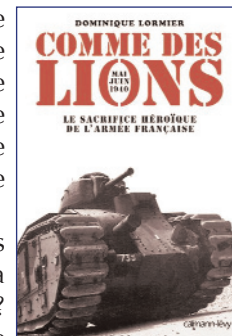
I. WAGONS LITS. II. ATALA – AVEC. III. TALOV – CREA. IV. EH – PATHE. V. REAS. VI. PALIUR – TA. VII. ON – CALEÇON. VIII. LIT – LORD. IX. OTA – SALOIR. X. SAUTERELLE.

VERTICALEMENT

1. WATERPOLOS. 2. ATAH – ANITA. 3. GAL – NL – TAU. 4. OLOP. 5. NAVARRAISE. 6. TE – AR. 7. LACHAPELLE. 8. IVRES – COOL. 9. TEE – TORIL. 10. SCAPHANDRE.

LIVRE

Comme des lions Mai-juin 1940 de Dominique Lormier



La défaite de mai-juin 1940, reste, aujourd'hui encore, une plaie mal cicatrisée dans la conscience nationale : elle évoque la débâcle, l'exode, l'armistice. Au malheur se rajoute la honte, car une opinion très répandue veut que l'armée française ait subi cette déroute sans combattre. De fait, le sujet est tabou, comme s'il s'agissait d'un secret de famille honteux. Et pourtant ...

Sait-on qu'en quarante-cinq jours de combats, les pertes quotidiennes allemandes furent supérieures à celles de la campagne de Russie du 22 juin au 10 décembre 1941 ? Que la première bataille de chars de la Seconde Guerre mondiale, à Hannut, fut une victoire française ? Que le village de Stonne, surnommé par les Allemands le «Verdun de 1940», changea de mains dix-sept fois en trois jours ?

Qu'à Landrecies, deux chars lourds français détruisirent une centaine de blindés allemands en quelques heures ? Que le général de Gaulle, commandant la 4^e division cuirassée, enfonça à Abbeville les positions allemandes, mais ne put exploiter son succès faute de réserves suffisantes ?

Que l'opiniâtre résistance des troupes françaises à Lille et Dunkerque permit de sauver de la capture 340 000 soldats alliés, et donc de sanctuariser l'Angleterre ? Que sur la Loire, les cadets de Saumur bloquèrent 40 000 soldats ennemis ? Qu'au moment de l'armistice, 45 des 53 ouvrages de la ligne Maginot restaient invaincus ?

Et surtout, que près de 100 000 soldats français moururent au champ d'honneur en quarante-cinq jours de combat ??

Dans ce livre captivant, qui suit minutieusement l'évolution des troupes sur le terrain, pointe les erreurs du commandement français et s'appuie sur de nombreux témoignages, Dominique Lormier rend un hommage tardif mais ô combien mérité à ces héros méconnus.

Ouvrage paru en avril 2005.

En vente dans toutes les librairies au prix de 20,30 euros.

LE PG-CATM

69^e année - Nouvelle série
Pages spéciales départementales incluses
JUILLET-AOÛT 2020 - N° 1015

Mensuel de la Fédération Nationale des Combattants
Prisonniers de Guerre et Combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc.
Reconnue d'utilité publique sous le titre
«Fédération Nationale des Prisonniers de Guerre»
par décret du 1^{er} avril 1948.

Directeur de la publication : Serge AUFFREDOU
Rédactrice en chef : Paulette CHOVELON
Mise en pages PAO : Ghyslaine Cupit
Administration-Rédaction
7 rue Léo Delibes, 75116 PARIS
Tél : 01 53 64 20 00 - fax : 01 53 64 20 20

Email : secretariat.general@fncpg-catm.org – Internet : www.fncpg-catm.org

Abonnements :

Le numéro : 1,82 € - Un an (11 n°s) : 20 €

Etranger : 22 € - C.C.P. Paris 5500-08

Les imprimeries LECERF-ROUEN-OFFSET

Parc de la Vatine, 11 rue Pierre-Gilles de Gennes
76130 MONT-SAINT-AIGNAN

Mistral Média
22 rue La Fayette
75009 PARIS
Tel : 01 40 02 99 00

JUIN 1940

LES TIRAILLEURS SÉNÉGALAIS SONT MASSACRÉS À CHASSELAY

Du 19 au 20 juin 1940, les soldats du 25^e régiment de tirailleurs sénégalais reçoivent l'ordre de «résister sans esprit de recul». Face à eux, l'armée nazie en surnombre et mieux équipée. Alors que la France a déjà capitulé, les soldats vont se battre jusqu'à la mort, et être les victimes du racisme des Allemands.

Lyon, 19 juin 1940. Les Allemands prennent la préfecture ; l'occupation de Lyon est officielle. La veille, des réservoirs d'essence situés quai Rambaud ont été incendiés. La fumée masque le soleil dans certains quartiers adjacents. Il faudra attendre le 7 juillet pour que les soldats se retirent ; Lyon fera alors partie de la zone libre. L'armée française ne parvient pas à tenir tête à l'invasion allemande. En son sein, des tirailleurs sénégalais recrutés dans les colonies. Contrairement à ce que leur nom indique, ceux-ci ne sont pas issus d'un seul pays, mais de toute l'Afrique noire, et dépendent des troupes coloniales.

Les victimes oubliées de la Seconde Guerre mondiale

À la fin de la Première Guerre mondiale, des troupes françaises issues des colonies d'Afrique sont stationnées en Allemagne, notamment en Sarre. À propos de leurs enfants nés d'unions avec des femmes de la région, Hitler écrira dans *Mein Kampf* qu'il s'agit d'«un complot juif visant à bâtardiser l'Europe». Rapidement, ils vont être mis au ban de la société et devenir des boucs émissaires. À partir de 1935, suite aux lois de Nuremberg, les mariages mixtes entre Noirs et Blancs sont interdits. En 1937, la Gestapo effectue des rafles et fait stériliser de force les Noirs. Considérés comme des animaux, traités de «honte noire», ils sont capturés et envoyés en camp de concentration.

Les soldats des colonies, cibles prioritaires ?

En France, les troupes des colonies vont être les premières victimes de la répression nazie. Pour certains historiens, telle Catherine Coquery-Vidrovitch, 65 000 tirailleurs s'engagèrent au combat entre mai et juin 1940 ; 29 000 seront massacrés. Les consignes de Goebbels ont été claires : il faut «dénoncer les Français comme des sadiques négroïdes [...] cette racaille de couleur». L'infanterie SS a pour ordre de «ne prendre vivant aucun prisonnier nègre». Dès lors, les soldats capturés sont automatiquement fusillés. Entre le 12 et le 16 juin 1940, 105 hommes du 26^e régiment résistent contre les nazis près de Chartres et donnent une leçon de bravoure aux Allemands. Lorsque ces derniers réussissent à renverser la situation, ils massacrent les hommes en prétextant qu'il s'agirait de violeurs de femmes et d'enfants.

Au début de la guerre, des mises en scène sont régulièrement organisées après les captures de «Sénégalais». Les troupes coloniales sont montrées comme des «sauvages», usant du «coupe-coupe», mutilant et violant sans aucune pitié. Lorsqu'un officier nazi a besoin de montrer l'exemple dans les rangs de prisonniers, les Noirs sont abattus en priorité. Chaque acte de rébellion de leur part engendre inévitablement l'exécution de plusieurs d'entre eux. La convention de Genève sur le statut des prisonniers de guerre ne sera jamais respectée, et la population française ne protégera que rarement les survivants et autres évadés. Résolus à attiser la haine envers le soldat noir, les Allemands se plaisent à détruire les plaques d'identification des tirailleurs et abandonnent leurs corps à l'air libre.

L'héroïque résistance du 25^e régiment de tirailleurs sénégalais

Le 19 juin 1940, à Chasselay-Montluzin, près de Lyon, alors que l'armée française recule, la 3^e compagnie du 25^e régiment de tirailleurs sénégalais ne reçoit pas l'ordre de retraite. Le régiment d'infanterie Gross Deutschland avance vers eux en compagnie de la division SS

Totenkopf (connue pour avoir massacré une centaine de prisonniers britanniques au lieu-dit le Paradis). Ils vont rencontrer une résistance inattendue. Alors qu'ils n'ont presque aucune expérience du combat, les soldats africains vont résister avec une rage inédite. Pourtant, Pétain a demandé le cessez-le-feu, Lyon est abandonnée aux Allemands et déclarée ville ouverte. La Panzerdivision est déjà aux portes de la ville.

L'une des dernières batailles se déroulera au couvent de Montluzin à Chasselay. À l'intérieur, les religieuses soignent les blessés. Un officier allemand arborant un drapeau blanc s'approche d'un barrage français et proclame que l'armistice a été signé – ce qui est faux (elle ne le sera que le 22 juin). Le nazi hurle de ne pas tirer. Pourtant l'adjudant français Requier fait feu. L'homme s'écroule, les mitraillettes allemandes s'abattent sur le régiment. Les tirailleurs se battent, utilisant le couvent comme place forte, et surprennent les nazis, qui tentent plusieurs contre-attaques en vain. Ils doivent se résoudre à envoyer les blindés. Le 19 juin, les Allemands réussissent à prendre les lieux, abattent les tirailleurs et deux des trois officiers blancs accusés d'avoir dirigé des «nègres».

Un dernier groupe, commandé par le capitaine Gouzy, s'est retranché à proximité, dans le château du Plantin. Le caporal mitrailleur Scandariato apporte un précieux témoignage sur la suite : *«Nous étions environ une vingtaine de Blancs d'encadrement et un grand nombre de tirailleurs sénégalais. Le capitaine nous demanda quels étaient les volontaires pour le dernier baroud d'honneur, la coloniale ne se rendant pas sans un dernier combat. Tous répondirent présents et nous prîmes nos dispositions de combat tout autour du parc.»* Les nazis perdront une centaine d'hommes et auront cinquante blessés. Les tirailleurs se battent jusqu'à ne plus avoir de munitions.

Contraints de se rendre, ils sont immédiatement capturés. Huit officiers français ainsi que soixante-dix soldats africains sont amenés dans un champ. Les officiers sont sommés de se plaquer au sol tandis que les nazis obligent les tirailleurs à fuir en courant. Les mitraillettes des chars ouvrent alors le feu, abattant les hommes dans le dos. Les blindés avancent et achèvent les blessés sous leurs chenilles. Le capitaine Gouzy se rebelle et reçoit une balle de pistolet dans le genou pour seule réponse. Le 20 juin, c'est au tour de 27 tirailleurs d'être fusillés montée de Balmont à Vaise.

Après les massacres de Chasselay, Françoise Meïfredy, membre de l'Amitié africaine cher-

chera les survivants et les aidera à se cacher. Aujourd'hui, il est encore difficile de savoir combien ont survécu. Plus d'une centaine de prisonniers trouvèrent la mort près de Lyon, dans l'indifférence générale. Ils furent les derniers à tomber pour la France avant l'armistice. (A suivre dans le prochain numéro).



L'arrivée des tirailleurs sur le lieu du massacre de Chasselay le 20 juin 1940.

© : Baptiste Garin

F. D.

Extrait du site Web : «Lyon Capitale»